LE DEVOIR.com

OPINION

Crise alimentaire mondiale - Un problème structurel en Afrique

Marc F. Bellemare, Économiste du développement et professeur adjoint en étude des politiques publiques et en sciences économiques à l'université Duke

Édition du jeudi 17 avril 2008

Mots clés : Banque mondiale, crise alimentaire, Alimentation, Afrique (Région)

La crise alimentaire à laquelle font face les pays en développement incite la Banque mondiale à bientôt doubler les prêts consacrés à l'accroissement de la productivité, et ce, dans le but d'accroître les rendements agricoles en Afrique subsaharienne.

Bien que l'accroissement de la productivité agricole soit un objectif crucial à long terme, cette initiative -- qui n'est guère nouvelle et qui a fait l'objet du Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale en 2002 -- semble faire complètement fi du fait que la plupart des ménages ruraux en Afrique subsaharienne vivent en autarcie, c'est-à-dire qu'ils ne sont ni acheteurs ni vendeurs sur le marché des aliments de base.

Dans la plupart des cas, ces ménages sont dans une telle situation bien malgré eux. Nombreux sont ceux qui aimeraient bien avoir accès au marché afin d'accroître leur bien-être: ceux dont la production est insuffisante pourraient ainsi combler un manque nutritif crucial alors que ceux dont la production est plus que suffisante pourraient engranger des revenus qui financeraient des investissements visant à accroître leur productivité.

Problème structurel

Le véritable problème est d'ordre structurel. Mes propres recherches m'ont permis de constater à plusieurs reprises que les ménages ruraux africains font presque toujours face à des contraintes considérables qui se manifestent sous la forme de coûts de transaction, c'est-à-dire des coûts qui ne sont pas nécessairement financiers mais que les ménages doivent quand même encourir lorsqu'ils décident de participer au marché.

Ces coûts se manifestent malheureusement de mille façons, ce qui rend souvent inaccessible le marché pour les plus pauvres. Pour certains, la route qui se rend au marché le plus proche est impraticable à la saison des pluies. Pour d'autres, aller au marché est trop risqué compte tenu des brigands qui font la loi dans la région. Pour d'autres encore, ledit marché est tout simplement trop éloigné pour qu'on songe à s'y rendre.

Même lorsque ces contraintes sont négligeables, il est souvent impossible d'emmagasiner les aliments de base pour une longue période, ce qui mène beaucoup de ménages à vendre une part considérable de leur production après la récolte, lorsque les prix sont au plus bas, et à racheter la même denrée au cours des quelques mois menant à la récolte, lorsque les prix sont très élevés.

Un marché qui joue son rôle

Sans ces contraintes, l'inflation des derniers mois sur le marché des aliments de base serait à peine un problème: les ménages qui aiment consommer du riz pourraient se tourner vers d'autres aliments de base et les substituer au riz. La présence de coûts de transaction élevés fait toutefois en sorte que, bien souvent, de tels substituts ne sont pas disponibles.

Ces coûts de transaction nécessitent une intervention -- soit de la part des gouvernements africains, soit d'organisations comme la Banque mondiale, soit d'organisations non gouvernementales -- afin de faire en sorte que le marché puisse jouer son rôle, qui consiste dans ce cas-ci à permettre aux ménages de se tourner vers d'autres aliments de base.

Ce dont l'Afrique subsaharienne a besoin, ce sont donc de nouvelles routes, des corps policiers mieux rémunérés, de meilleurs moyens de transport et un meilleur accès aux technologies d'emmagasinage. Comme Amartya Sen l'a démontré dans des travaux qui lui ont valu le prix Nobel des sciences économiques en 1998, jamais aucune famine n'a été causée par un manque d'aliments de base: toutes les famines sont plutôt dues à des contraintes structurelles. Accroître les rendements agricoles est sans contredit une étape importante sur la route du développement économique, mais il faut d'abord permettre aux ménages ruraux de participer au marché.